

CdP : Sur des questions qui divisent les pays du Sud, comme les puits ou le mécanisme de développement propre, comment arriver à une position commune Europe-PED ?

O. D. : Dans la question des puits, le premier critère à prendre en compte est l'intégrité environnementale. Il ne faut pas transiger là-dessus. Si la ratification du protocole passe par un recours massif aux puits, autant laisser tomber. Nous devons faire comprendre cela aux pays en développement. Quant à l'éligibilité des projets d'investissement au titre du mécanisme de développement propre, on est quasiment parvenu à un accord. Les pays du Nord comme les pays du Sud les plus attractifs pour les projets de développement propres reconnaissent que les pays les moins avancés ont de vraies difficultés d'accès aux financements du Fonds pour l'environnement mondial. Ce n'est plus un sujet d'opposition. L'accord de principe étant trouvé, la méfiance étant tombée, on peut maintenant s'attacher à trouver des modalités techniques pour permettre aux pays les moins avancés de mieux bénéficier des financements de la communauté internationale, qu'ils soient privés ou publics.

*56, rue des Colonies –
Bruxelles - Belgique
Tél. : + 32 2 227 07 00
Fax : + 32 2 219 79 30
E-mail :
odeleuze@deleuze.
unet.be



Vu du Brésil Chacun pour soi

José Goldemberg

Institut de l'électronique et de l'énergie
Université de São Paulo*

En tant que spécialiste des questions énergétiques, je suis naturellement partisan d'une convention climat forte qui permette de réduire les émissions en prenant le problème à la racine. L'enjeu est de sortir du schéma énergétique actuel, assis sur les combustibles fossiles, et de passer à un modèle énergétique durable.

C'est cependant aux gouvernements qu'il revient de mettre en pratique ces nobles idéaux. Or leur fonctionnement reste marqué par l'intérêt national, et non par le souci de l'intérêt de l'humanité tout entière. Ainsi, les pays en développement n'ont pu être mobilisés qu'autour de questions étroites touchant directement leurs intérêts, comme le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'aide au développement. Autant de préoccupations récurrentes des pays du Sud dans les négociations internationales, qui n'ont rien de spécifique à la négociation climat.

Le débat sur le mécanisme de développement propre (MDP) fait toutefois exception à la règle. Ce mécanisme, qui permet aux pays développés d'acquiescer des permis d'émission de gaz à effet de serre supplémentaires en contrepartie d'investissements "propres" dans les pays du Sud, pourrait en effet amener le secteur privé à jouer un rôle important. C'est une opportunité nouvelle pour les pays en développement qui s'ajoutent à l'aide bilatérale et internationale. Les transactions financières au titre du MDP pourraient représenter plusieurs mil-

liards de dollars par an, alors que l'aide internationale qui transite notamment par le Fonds pour l'environnement mondial plafonnera à quelques centaines de millions de dollars. C'est la raison pour laquelle les pays en développement sont souvent partisans d'un démarrage rapide du MDP.

Il est clair néanmoins que les pays du Sud, réunis sous la bannière du groupe des 77 et de la Chine, ont été complètement marginalisés dans les négociations, voire intentionnellement confinés dans des discussions techniques. Ils ont certes

manqué de vision à long terme, mais leur manque d'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas à l'origine de l'échec de La Haye. Fondamentalement, cet échec est imputable aux désaccords entre l'Europe et les Etats-Unis, les Américains cherchant manifestement à échapper à leurs engagements de Kyoto. Ce qui n'encourage pas

José Goldemberg, physicien renommé et plusieurs fois membre du gouvernement brésilien, est un défenseur historique du développement durable. Il commente l'échec de La Haye et la position des pays du Sud.

les pays en développement à songer à limiter leurs propres émissions de gaz à effet de serre ! L'engagement de la Chine, de l'Inde et du Brésil dans la lutte contre l'effet de serre est vital, vu la taille de leurs économies, mais ils n'accepteront aucune contrainte énergétique tant que les pays industrialisés ne ratifient pas le protocole de Kyoto et ne réduisent pas leurs émissions.

Le président de la conférence, Jan Pronk, a tenté à sa manière de débloquer le conflit entre Européens et Américains. Il a essayé de mener le processus au lieu de rechercher un consensus par la négociation. Sa stratégie, jugée autoritaire et arrogante par certains, a certes échoué, mais sur le fond son diagnostic était juste : nous avons effectivement bien plus besoin d'un leadership fort que d'une négociation point par point. ■

*Av. Prof. Luciano Gualberto,
1289 – Cidade Universitária